

LA SOUVERAINETÉ MONÉTAIRE

enjeu démocratique central pour les populations du monde

Introduction

La souveraineté, c'est le droit de décider, sans avoir de comptes à rendre à personne. **Le souverain, c'est celui qui décide, librement.** Le plus souvent, ce pouvoir de décider est lié (directement ou indirectement) à la force, à la puissance armée : la plupart des vraies sociétés démocratiques (la cité-État d'Athènes, les navires pirates, la fédération des Indiens d'Amérique, etc.) étaient composées de citoyens armés, capables de se défendre et d'imposer leur volonté collective.

Qui est légitime pour être le souverain ?

La légitimité, c'est le mérite reconnu par tous, admis par le groupe. Question importante : le souverain est-il légitime quand il est reconnu, admis, par la collectivité à laquelle il participe ? Ou bien le souverain est-il légitime par le seul fait qu'il a décidé d'être souverain, sans avoir besoin de l'aval de personne d'autre que lui ? C'est toujours l'état du *rapport de forces* qui permettra de trancher cette question. **Le souverain n'a pas besoin d'être légitime : il est fort, donc il décide, seul.** Ce principe théorique, qui est aussi un constat pratique, est aussi bien valable pour un chef d'armée victorieux que pour une communauté soudée, rendue forte par la conscience de son unité et de ses biens communs.

La question de la légitimité conduit chacun à se demander quel est le meilleur choix : souveraineté **individuelle** (de chaque homme, individuellement libre par essence) ? ou souveraineté **collective** (de chaque groupe d'hommes, libres parce qu'ils s'unissent) ? ou **les deux**, selon le cas ?

En démocratie, le *demos* exerce lui-même le *cratos*, le peuple exerce le pouvoir, le peuple décide ce qui lui semble bon. **En démocratie, c'est le peuple qui est le souverain. En démocratie, le peuple n'a pas raison ou tort, le peuple décide, point.** Une démocratie digne de ce nom est cette organisation politique où la communauté humaine décide que **les décisions collectives se discutent et se votent collectivement** au sein du peuple : **un homme = une voix pour voter les lois** (et pas pour élire des maîtres, comme l'impose l'actuel « gouvernement représentatif » institué de force par des « élus » : l'élection est par définition antidémocratique ; mais c'est un autre sujet). **En démocratie, la souveraineté est donc collective, partagée** : chaque individu est souverain, partiellement.

La monnaie est un signe qui porte une reconnaissance de dette de la société envers ceux qui ont travaillé et créé pour elle des richesses utiles (matérielles ou pas). La monnaie est une masse de **bons de travail**. Et c'est sans doute le devoir universel de travailler (pour que chacun contribue au mieux à la vie commune) qui conduit à voir les signes monétaires comme **des jetons de valeur**, reconnus et acceptés par tous en échange des richesses, qui circulent ainsi de main en main grâce à la monnaie, **étalon de valeur, équivalent universel** permettant de rendre commensurables des valeurs incommensurables. Avec la division du travail (la spécialisation des humains) qui nous rend interdépendants, l'échange est devenu vital, et les signes monétaires, moyen de nos échanges, sont devenus également vitaux, comme le sang est vital dans un organisme : il en faut, et il n'en faut ni trop, ni trop peu. **Il faut pouvoir en créer quand la société en manque (quand il n'y a pas de travail pour tout le monde), et en détruire quand la société en a trop (quand les prix augmentent trop vite).**

De la même façon que la souveraineté politique est le droit de décider politiquement, **la souveraineté monétaire est le droit de décider en matière de monnaie** : faut-il en créer ? à qui la donner ? à quel prix ? en échange de quoi ? faut-il en détruire ? etc.

On doit expliquer (I) **pourquoi** la souveraineté monétaire est un domaine d'étude fondamental et décisif, avant d'examiner (II) **comment** la souveraineté monétaire s'exerce aujourd'hui et devrait s'exercer demain.

A. POURQUOI se préoccuper de la souveraineté monétaire

La simple réflexion (théorique) montre que les enjeux (A) de la souveraineté monétaire sont considérables ; et l'observation historique (pratique) confirme ce que prédit l'analyse : les puissants du moment aspirent depuis toujours à devenir le souverain monétaire (B) :

1. LES ENJEUX pour la société de la souveraineté monétaire sont considérables

a) **LA DETTE EST UN OUTIL DE DOMINATION, un outil d'asservissement, depuis la nuit des temps. LE SOUVERAIN DE LA MONNAIE NE PEUT PAS ÊTRE ENDETTÉ.**

Le souverain monétaire n'est jamais endetté, il est LE CRÉATEUR DE LA MONNAIE, il ne peut pas en manquer ; il restera libre, indépendant.

La « dette publique qu'il faut absolument rembourser » est une construction politique, un outil d'asservissement de l'État aux caprices d'une bande d'individus trop riches, dangereux pour le bien commun du seul fait de leur richesse.

L'expression « dette publique à rembourser » est un oxymore pour un démocrate, une situation inacceptable, injustifiable, c'est l'aveu d'un sabotage de la souveraineté monétaire publique par des « représentants » qui ont, un jour maudit, abandonné cette souveraineté monétaire (à leurs maîtres) alors qu'elle ne leur appartenait pas. **En traitant l'État comme UN UTILISATEUR de la monnaie qui doit équilibrer son budget, nos représentants, par sottise et incompétence ou par malveillance criminelle (peu importe), au lieu de rendre possible la prospérité (plein emploi, monnaie stable, services publics et indexation générale des salaires et contrats sur les prix), asservissent la population qu'ils représentent aux usuriers (les « banquiers ») qui ont volé la création monétaire et qui nous imposent l'austérité et les travaux forcés.**

b) **CELUI QUI PEUT DÉCIDER CE QUI PEUT ÊTRE FINANCÉ (ET CE QUI NE PEUT PAS L'ÊTRE) DÉCIDE DE L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ : s'il n'est pas contrôlé par la société, il en sera le maître.**

Celui qui a le droit de décider de financer les projets (ou de ne pas les financer) est celui qui décide tout court : c'est lui le souverain. Donc, c'est lui qui oriente l'avenir de la société ; c'est lui qui dit ce qui pourra advenir et ce qui ne pourra pas advenir. **La souveraineté politique dépend de la souveraineté monétaire ; du point de vue du bien commun, c'est folie de dissocier les deux souverainetés — politique et monétaire — elles vont de pair, l'une ne va pas sans l'autre : celui qui croit être souverain en politique en acceptant de devoir obtenir l'accord d'une banque pour financer ses décisions se trompe : le souverain, ce n'est pas lui, c'est le banquier. Il n'est pas de souveraineté politique possible sans souveraineté monétaire.**

C'est pour cela qu'il est très important pour une communauté humaine de réfléchir à cette question (et de décider de façon éclairée) « **qui décide en matière monétaire ?** » : chaque individu ? La collectivité des individus (directement) ? Une assemblée de représentants élus par les individus ? Des « experts » en techniques monétaires ? Cette question est-elle technique ou politique ? Chacun doit se poser ces questions.

Si la souveraineté monétaire est exercée par les banques commerciales, les politiques publiques serviront prioritairement les intérêts des banques commerciales (leurs profits privés), aux dépens de l'intérêt général : la société devient un camp de travaux forcés au service d'une bande de privilégiés.

Pour mener des politiques publiques qui servent le bien commun, il faut éviter que la souveraineté monétaire soit confiée à des agents qui pourront toujours préférer servir leur intérêt particulier plutôt que l'intérêt général, il faut que la souveraineté monétaire soit exercée par des puissances publiques sous contrôle citoyen (et surtout pas « indépendantes » des citoyens) : conseils municipaux, assemblées régionales, nationales...

2. L'HISTOIRE des souverains monétaires est l'histoire DE LA RECHERCHE DU POUVOIR

a) D'abord les chefs de guerre, les vainqueurs devenus SEIGNEURS, ROIS OU EMPEREURS, veulent créer la monnaie pour exercer leur domination

Ce sont les princes, chefs de bandes armées devenus seigneurs, rois ou empereurs, qui ont inventé les pièces de monnaie comme moyen pratique pour rançonner durablement les sociétés conquises : « mes soldats te paieront le fruit de ton travail avec ces pièces qui sont les seules que j'accepterai à la fin de l'année pour payer tes impôts (que tu devras payer sous peine de prison) ».

On peut ici développer avec les meilleurs exemples relevés par Mathieu dans son dossier *Histoire de la monnaie*.

b) Ensuite, LES BANQUIERS (les grands marchands d'argent) aspirent à créer eux aussi la monnaie pour ne plus jamais rien craindre de personne

Ce sont ensuite les plus riches marchands qui se sont ingéniés à inventer des formes de monnaie (les lettres de change endossables, puis le crédit sans réserve, puis les billets de banques, puis la monnaie scripturale généralisée et imposée par l'État) dont ils puissent être les maîtres.

Riches à millions, ces grands privilégiés ne se sont pas contentés de partager la souveraineté monétaire avec les princes, ils en ont rapidement recherché le monopole, et ils ont progressivement corrompu les législateurs (du monde entier) pour devenir finalement les seuls à disposer en droit du pouvoir légal de créer la monnaie.

Par exemple, la création en 1800 de **la Banque dite « de France » par Napoléon**, BDF confiée à de grands banquiers, en retour d'ascenseur pour avoir aidé le tyran à accéder au pouvoir, avec bientôt le monopole de la production des « billets de banque » (avec peine de mort pour les contrefacteurs !), obligation pour tous d'accepter ces billets en paiement (cours forcé), ainsi que le droit de collecter les sommes provenant des impôts et d'en faire fructifier les montants, mais aussi l'indépendance totale par rapport au gouvernement ! On voit bien que l'absolue domination bancaire actuelle sur la société a pris appui pendant des siècles sur la complicité active de gredins parvenus (par force ou par ruse) au pouvoir de faire les lois. L'enjeu cardinal de la souveraineté monétaire n'est pas ignoré par tout le monde ; pour certains, c'est le jackpot définitif.

Autre exemple, celui de la loi américaine de 1913 qui a créé **la Fed**, « Réserve Fédérale Américaine » (encore un nom trompeur pour une institution commerciale qui n'est ni une réserve, ni fédérale ni américaine...), outil totalement privé de création monétaire privée louant sa monnaie privée aux Américains (au prix de 6% par an). Il n'est pas inutile de remarquer que c'est la même année maudite, 1913, qu'a été imposé aux Américains **l'impôt sur le revenu** (pourtant inconstitutionnel) qui allait permettre à l'État américain de rançonner ses citoyens pour pouvoir payer les intérêts désormais dus à la Fed (pour simplement disposer de nouveaux dollars évidemment faciles à produire). On peut aussi remarquer qu'il n'a pas fallu attendre longtemps (1914) pour voir éclater la première **guerre mondiale**, interminable boucherie, financée sans limite par la Fed, qui a prêté à tous les pays en guerre des montagnes de dollars qu'elle n'avait pas mais qu'elle avait le droit de d'imprimer à gogo et qui ont permis de massacrer les soldats jusqu'au dernier. Auparavant, les guerres s'arrêtaient une fois les coffres du prince vidés. Le vol de la souveraineté monétaire par les banquiers a créé la possibilité des gigantesques massacres commencés au 20^{ème} siècle — et ce n'est pas fini.

Autre exemple important : en « Union européenne », l'article 104 du traité de Maastricht en 1992, devenu **l'art. 123 du TFUE, interdit carrément aux États et à toutes les administrations publiques de créer de la monnaie**. Toutes les puissances publiques européennes, locales et nationales, doivent désormais s'endetter en empruntant aux banques commerciales (et aux milliardaires) l'argent dont elles ont besoin pour servir le bien commun, en payant aux « marchés financiers », ces nouveaux saigneurs de la finance, un intérêt non nécessaire et ruineux.

La dette comme outil d'asservissement, depuis toujours, aussi bien des personnes privées que des institutions publiques. Là aussi, on voit bien que la souveraineté monétaire est un enjeu central pour tous ceux qui veulent bien y réfléchir un peu. Seuls les sots (ou les très mal informés) renoncent à réfléchir personnellement à ce fondement des libertés publiques.

c) Ensuite, LES PLUS PUISSANTS (multinationales et milliardaires) ont milité pour qu'on les autorise à créer librement leurs monnaies privées pour devenir autonomes

Le courant « libertarien » (au sein duquel on trouve « l'école autrichienne ») défend **la liberté à tout crin**, y compris la liberté pour chacun d'émettre librement de la monnaie, comptant sur « le libre marché » pour sélectionner naturellement les meilleures monnaies parmi la multitude de monnaies privées.

La plupart des esprits éclairés ont rapidement repéré, dans cette exigence apparemment vertueuse et humaniste, **le projet « des renards libres dans un poulailler libre »**... Ce projet n'a évidemment rien à voir avec le bien commun. Chacun doit y réfléchir en son for intérieur.

On retrouve, là encore, cette aspiration — semble-t-il universelle chez tous ceux qui rêvent de domination — à devenir « le souverain monétaire ». Ces faits historiques, qui convergent depuis des siècles, devraient pousser les simples citoyens d'aujourd'hui à se réveiller et à se poser des questions sur leurs propres projets :

d) Dans la ligne de cette perspective historique, et pour éviter toute forme de domination, c'est logiquement que LES POPULATIONS devraient, elles aussi, aspirer à devenir le souverain monétaire

Les populations qui aspirent à la non-domination, qui rêvent d'une organisation démocratique rendue indépendante des puissances d'argent (comme disaient les membres du CNR à la Libération), feraient bien de se préoccuper pour elles, collectivités mues par l'intérêt général, de l'institution populaire de la souveraineté monétaire publique.

Il est temps d'entre un peu plus dans le détail des modalités pratiques de la souveraineté monétaire :

B. COMMENT la souveraineté monétaire s'exprime-t-elle concrètement

Il est utile de connaître les différents pouvoirs (A) du souverain monétaire, et la question du partage (B) de la souveraineté devrait aussi être étudiée.

1. Les différents POUVOIRS du souverain monétaire

Chacun des pouvoirs sera l'occasion de donner deux exemples : l'un pour illustrer la catastrophe actuelle du racket de la société par les banques ; et l'autre pour illustrer un projet de société plus conforme au bien commun (rendre possibles la paix, la justice, et la prospérité en les finançant) sous contrôle citoyen :

a) Le souverain monétaire est LE CRÉATEUR de la monnaie : il décide (ou pas) de CRÉER de la nouvelle monnaie

- **Actuellement**, ce sont les banques commerciales privées qui sont le souverain monétaire : elles décident seules de créer la monnaie (scripturale, soit 90% de la masse monétaire) au moment où elles accordent des crédits. Cette création (et son affectation) dépend de leur « humeur » (optimisme ou pessimisme) et de leur appétit pour le profit. Résultat : la création monétaire est **procyclique**. En période d'euphorie, elles créent trop de monnaie (bulles spéculatives) ; en période de crise, elles coupent le robinet (credit crunch), aggravant la récession et le chômage alors qu'on aurait besoin de liquidités. Et l'État, lui (ainsi que tous les acteurs publics locaux), est ravalé au rang d'**utilisateur** de la monnaie, qu'il

ne peut en aucun cas créer et qu'il doit emprunter (aux banquiers privés) quand il en manque pour financer les services publics. Les usuriers usurpent la souveraineté monétaire.

- **Idéalement**, la création monétaire devrait être un monopole de la puissance publique, pour lui permettre de garantir la prospérité à la société : ni chômage, ni inflation. La monnaie bien pensée devrait être créée par la **dépense publique** (pour payer les fonctionnaires, les fournisseurs, les investissements, le fonctionnement). Cette monnaie publique circule ensuite dans la société comme le fait aujourd'hui la fausse monnaie privée. Et cette monnaie est enfin détruite au moment de la perception des impôts (mais les impôts ne sont pas nécessaires pour financer les services publics). Par construction, cette action étatique est possiblement **contracyclique** : quand apparaît un chômage excessif (par manque de monnaie disponible), l'État injecte toute la monnaie nécessaire pour garantir le plein emploi (mission d'employeur en dernier ressort), avec des budgets déficitaires (le souverain monétaire n'a pas du tout à équilibrer son budget). Si l'activité privée ralentit, la dépense publique compense le déséquilibre pour maintenir la quantité de monnaie nécessaire aux échanges. Si, au contraire, la société constate qu'il y a trop de monnaie en circulation (l'indicateur en est l'inflation excessive), l'État doit alors détruire de la monnaie, en collectant plus d'impôts et en présentant des budgets excédentaires.

b) Le souverain fixe le prix de la monnaie : L'INTÉRÊT

- **Actuellement**, au lieu de faire l'objet d'honoraires fixes et modiques (pour un travail de gestion minime), la monnaie est louée par les banques privées moyennant des intérêts « composés » ruineux, revenu sans cause qui dure tant que la monnaie n'est pas détruite par son remboursement. Cet intérêt (l'usure) n'a pas été créé lors de l'émission du principal : il faut rembourser beaucoup plus que ce qui a été prêté ; globalement, les intérêts ne peuvent donc pas être payés sans créer de nouvelles dettes. Les intérêts prélevés sur toute la masse monétaire sont un **siphon géant** qui transfère la richesse des travailleurs vers les rentiers et force la société à une **croissance perpétuelle (et destructrice)** pour rembourser des intérêts exponentiels (indus et non nécessaires). Même l'État se soumet à ce racket (art. 123 TFUE) en payant une rente odieuse aux « marchés financiers » (nom que se sont donné les riches du moment, qui ne savent toujours pas quoi faire de l'argent qu'ils ont volé).
- **Idéalement**, la monnaie créée par la puissance publique est **libre de dette et sans intérêt**. Elle ne coûte rien à la société (c'est un simple jeu d'écritures). L'État finance ses infrastructures à taux réel zéro, sans engraisser des intermédiaires parasites. On appelle **intérêt « réel »** la partie (illégitime) du taux d'intérêt qui dépasse le taux d'inflation (la hausse des prix sur la période) ; c'est ce qu'on appelle **l'usure**. La partie du taux d'intérêt qui égale le taux d'inflation est légitime car cet intérêt-là compense un appauvrissement injuste (la hausse des prix équivaut à une baisse de la valeur de chaque signe monétaire et donc à un appauvrissement des porteurs de ces signes). C'est l'intérêt réel qu'il faut criminaliser.

c) Le souverain monétaire décide de L'AFFECTATION de la monnaie nouvelle aux projets qu'il juge utiles

- **Actuellement**, guidées par la maximisation de leur profit immédiat, les banques privilégient la spéculation financière et immobilière (qui rapporte vite et gros) au détriment de l'économie réelle (PME, artisans, transition écologique). La création monétaire alimente ainsi le casino financier mondialisé plutôt que les besoins vitaux des populations.
- **Idéalement**, sous contrôle citoyen, la monnaie est créée pour financer ce qui est décidé démocratiquement comme étant le **Bien Commun** : hôpitaux, écoles, transition énergétique, logements décents. La monnaie redevient un outil politique au service de la société, et non un outil de domination au service d'une oligarchie.

d) Le souverain monétaire, seul CRÉATEUR de la monnaie, décide de la DESTRUCTION de monnaie par l'impôt quand c'est nécessaire

- **Actuellement**, la monnaie est détruite au moment du remboursement des crédits bancaires (la « bonde » de vidage si on représente la masse monétaire comme une baignoire). Si tout le monde

remboursait ses dettes, la monnaie disparaîtrait, paralysant les échanges. Cette épée de Damoclès maintient les acteurs économiques (et les États) dans une course effrénée au ré-endettement permanent pour simplement maintenir la masse monétaire à flot.

- **Idéalement**, la monnaie est détruite par la **collecte de l'impôt**. L'impôt ne sert plus à financer les dépenses de l'État (puisque l'État crée la monnaie dont il a besoin), mais il sert uniquement à **réguler la masse monétaire** (pour éviter l'inflation en détruisant le trop-plein de monnaie) et à réduire les inégalités. Le circuit est vertueux : l'État dépense (création) puis taxe (destruction) pour équilibrer.

e) Le souverain décide des outils de CIRCULATION (moyens de paiement) et de STOCKAGE de la monnaie (INDEXATION de tous les contrats sur les prix)

- **Actuellement**, l'inflation est utilisée comme une arme contre les salariés. Comme les salaires et les épargnes ne sont pas indexés sur les prix (depuis le tournant néolibéral des années 70/80), toute hausse des prix organise un transfert de richesse massif et silencieux des travailleurs et des petits épargnants vers les détenteurs de capitaux réels. La monnaie perd sa fonction de réserve de valeur pour le peuple.
- **Idéalement**, pour protéger les plus faibles contre l'érosion monétaire, le souverain institue l'**indexation automatique** de tous les contrats (salaires, pensions, épargne, baux) sur les prix. Comme le proposait Maurice Allais, cette mesure de justice sociale neutralise les effets pervers de l'inflation et empêche la spoliation des travailleurs par la hausse des prix. Chaque citoyen et chaque entreprise devrait avoir un compte courant à la Banque Centrale (dont la dette correspondrait simplement à la masse monétaire).

f) Le souverain monétaire n'a PAS BESOIN D'ÉQUILIBRER SON BUDGET : AU CONTRAIRE, IL DOIT UTILISER SON BUDGET (déficit pour réduire le chômage, ou excédent pour réduire l'inflation) pour garantir la PROSPÉRITÉ

- **Actuellement**, l'État est traité par nos élus comme un simple UTILISATEUR de la monnaie, qui doit équilibrer son budget à tout prix, quitte à détruire tous les services publics (alors que ce sont les mêmes élus, soi-disant compétents et bienveillants, qui ont construit eux-mêmes « la dette publique » de toute pièce en votant des budgets en déficit depuis 50 ans, depuis 1974). C'est de la folie, c'est une immense trahison que de gérer l'État comme on gère une boutique. Nos élus, nos « élites », ont été formés pour gérer l'État comme des boutiquiers, c'est une catastrophe.
- **Idéalement**, l'État devrait être LE SEUL CRÉATEUR DE LA MONNAIE, il ne peut donc pas manquer de monnaie puisque c'est lui qui la crée : il n'a pas besoin d'équilibrer son budget comme devrait le faire un utilisateur de la monnaie ; il doit même, au contraire, utiliser son budget pour permettre la prospérité : avoir un budget en déficit (créer plus de monnaie pour la société) pour diminuer le chômage, ou avoir un budget en excédent (détruire de la monnaie en prélevant plus de monnaie via l'impôt) pour ralentir l'inflation.

2. Peut-on (et doit-on) PARTAGER la souveraineté monétaire ?

Beaucoup d'auteurs ont souligné que **la souveraineté ne se partage pas**. À chacun d'y réfléchir.

On peut penser que **c'est à chaque communauté d'en décider librement**.

Avec sans doute, au surplus, le droit inaliénable de changer d'avis à la lumière de l'expérience.

On peut mettre en valeur deux critères imaginables pour partager la souveraineté : partager comme aujourd'hui la souveraineté entre les autorités publiques et les entreprises privées (A), ou partager demain la souveraineté monétaire entre les différents niveaux d'exercice de la souveraineté (B).

On donnera des exemples pour chacun de ces choix de répartition.

a) Le partage (actuel, tragique) de la souveraineté monétaire ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ

(1) La souveraineté monétaire privée des banques commerciales (bc) pour produire la monnaie scripturale (95% de la masse monétaire)

Aujourd'hui, ce sont les banquiers privés (il n'y a pas si longtemps, on les appelait les usuriers) qui rendent tous les arbitrages pour financer (ou pas) les projets des individus et des collectivités.

Quand vous allez voir la BNP pour lui emprunter 100 000 €, **le banquier n'a pas cette monnaie, mais** cela ne l'empêche pas de vous dire « *oui* » car **il va créer cette monnaie** (ou plutôt cette *promesse* de monnaie, mais pour nous c'est pareil : cette promesse, c'est du pouvoir d'achat, aussi réel que celui des billets) :

1. en notant (au passif de son bilan) sa dette de 100 000 € à votre profit (ça, la dette de la banque, payable tout de suite, c'est de **la monnaie**),
2. en notant en face (à l'actif de son bilan) votre dette (payable plus tard) 100 000 € (ça, votre dette envers la banque, payable plus tard, c'est **la contrepartie de la monnaie**),
3. et puis en notant, en plus, votre deuxième dette, au chapitre des intérêts (à l'actif de son bilan d'abord, puis à son compte de résultat quand vous aurez payé), soit environ 100 000 € encore (!) si le prêt est sur 25 ans par exemple (ça, c'est **le seigneurage**, c'est le revenu du souverain monétaire, payé à ne rien faire, revenu sans cause ruineux quand le souverain monétaire est privé, **intérêt appelé « usure » depuis toujours et interdit comme péché mortel criminel par toutes les religions du monde depuis des millénaires**, mais qui n'est plus interdit, on le comprend, depuis que les banquiers ont pris le pouvoir législatif, grâce à la procédure antidémocratique de l'élection qui permet d'acheter les élus, littéralement, en les aidant à être élus).

C'est donc un pouvoir considérable sur tous nos choix économiques (privés et publics), ainsi qu'un moyen d'enrichissement personnel faramineux (qui, en plus d'être immoral, rend possibles les pires corruptions), qu'ont ainsi accaparé les banquiers. Ce pouvoir s'appelle la souveraineté monétaire.

Or, pour financer ou pas un projet, le critère ultime de ces entreprises commerciales est leur propre profit, et pas du tout l'intérêt général (dont, à l'évidence, elles se fichent éperdument).

Cette situation de soumission de tous au profit de quelques privilégiés n'est absolument pas justifiable. Et le fait que ce soit légal ne prouve pas que ce soit légitime : cette organisation est le fruit d'une très ancienne **corruption**, et pas du tout le fruit d'une réflexion éclairée et acceptée par les populations asservies aux banquiers.

Un des effets désastreux (mais pas le seul) de cette souveraineté monétaire essentiellement privée est **le lien imbécile que chacun peut constater entre la masse monétaire (et donc le chômage, l'inflation) et... notre humeur...** Pour résumer : quand nous sommes heureux nous avons trop de monnaie, et quand nous sommes tristes, nous manquons de monnaie (alors qu'on a plus besoin que jamais de monnaie dans ces moments difficiles). Comment cela fonctionne-t-il ? Quand l'ambiance de la société est optimiste, en période de prospérité, tout le monde devient insouciant (comme des moutons), tout le monde fait des paris audacieux sur l'avenir (aussi bien les emprunteurs que les prêteurs), on prend des risques inconsidérés et les crédits se multiplient, **la masse monétaire augmente**, les prix montent, **les risques de faillite aussi**, le chômage baisse... Mais tout le monde sachant que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel et que les meilleures choses ont une fin, tout le monde s'attend à un retournement de tendance. Si bien que, quand ce retournement arrive, à l'occasion de n'importe quel accident inquiétant et médiatisé, les marchés s'inversent brutalement, l'ambiance passe au pessimisme, il n'y a subitement plus d'acheteurs (chacun reporte à plus tard ses dépenses, comme les autres, comme un mouton), il n'y a plus d'emprunteurs, il n'y a plus de prêteurs non plus d'ailleurs (les banquiers deviennent, eux aussi, craintifs), tout le monde a peur, il n'y a plus de nouveaux crédits, **la masse monétaire diminue** (car les remboursements, eux, continuent invariablement à détruire de la monnaie), l'inflation ralentit, les risques se réalisent, les faillites adviennent, **le chômage augmente...**

C'est complètement idiot, mais c'est inévitable si l'on prive les collectivités de la souveraineté monétaire : **les marchés sont tous procycliques, moutonniers**, aucun acteur privé n'est capable d'arrêter un cercle vicieux en ayant un comportement contracyclique. **Les seuls acteurs capables d'interrompre la spirale du chômage seraient les puissances publiques** (nationale et locales). Mais voilà qu'on leur a précisément interdit de créer de la monnaie, même au moment où tout le monde en a évidemment besoin.

Tout ça est conçu en dépit du bon sens, pas du tout en vue du bien commun, mais en vue du bien des grands marchands. C'est extravagant. Et ce vol aux peuples de leur souveraineté monétaire (par les plus grands marchands) ne peut durer que parce que tout le monde s'en fout. Mais quand les gens vont comprendre comment est créée la monnaie, la révolution aura lieu le lendemain.

(2) La souveraineté monétaire publique des Banques Centrales (BC) pour produire la monnaie centrale (5% de la masse monétaire, et même bientôt 0% quand les bc auront réussi à faire interdire le cash...)

Aujourd'hui, pour réguler la masse monétaire disponible pour la population, les puissances publiques, à travers leur Banque centrale (BC) quand elle ne leur a pas complètement échappé, **sont réduites, en guise de « politiques monétaires », à ne jouer que sur les taux d'intérêts...** C'est ridiculement insuffisant ! Il faudrait évidemment que les puissances publiques puissent elles-mêmes, souverainement, créer ou détruire de la monnaie et affecter la monnaie nouvelle aux projets utiles à la société.

Les « économistes » (qui sont le plus souvent des employés de banque, détail que les journalistes oublient bizarrement de préciser en leur tendant le micro) prétendent que l'on peut, en augmentant les taux d'intérêts rendre l'argent plus cher, donc contrarier les investissements en enchérissant les crédits, ralentir l'activité, baisser ainsi la masse monétaire (par la diminution des nouveaux crédits), et donc ralentir l'augmentation des prix (et augmenter le chômage, oublient-ils de préciser)... Les mêmes « économistes » prétendent inversement qu'en baissant les taux d'intérêts, on rend l'argent moins cher et qu'on facilite les crédits, et donc les investissements, augmentant ainsi la masse monétaire (par afflux de nouveaux crédits)... (comme si les entreprises ne s'endettaient qu'en fonction des taux d'intérêt, plutôt qu'en fonction de leurs carnets de commande... On se demande si ces économistes qui ne pensent qu'à « l'offre » de leurs copains grands patrons sont complètement idiots ou si ce sont simplement des crapules secrètement au service des banquiers et des grands patrons).

La puissance publique aurait besoin d'une vraie souveraineté monétaire, et donc du pouvoir de 1) créer elle la monnaie¹ quand elle dépense et 2) de supprimer la monnaie quand elle perçoit l'impôt. C'est la très importante « théorie moderne de la monnaie ». Il faudra consacrer un dossier entier à ce sujet. Les simples citoyens doivent bien connaître cette puissance et prometteuse alternative.

b) Le partage (espéré) de la souveraineté monétaire ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'EXERCICE de l'autorité

Par des exemples, on pourrait ici montrer des manifestations de la souveraineté monétaire intelligemment partagée :

¹ au lieu de faire créer la nouvelle monnaie par les banques commerciales pour 1) soit leur emprunter cette monnaie au prix d'une scandaleuse charge d'intérêts, 2) soit espérer naïvement que les banques commerciales vont à leur tour prêter cette monnaie aux agents économiques : les banques commerciales sont cupides, mues par le seul appât du gain, et si le casino de la bourse leur permet de plus grands gains que les prêts ordinaires aux PME et aux particuliers, les banques préféreront jouer au casino, et les PME ne verront jamais la couleur de l'argent donné par la BC aux bc !

(1) Souveraineté individuelle

- **RIC monétaire** : Le droit pour les citoyens, par Référendum d'Initiative Citoyenne, de décider directement des grandes orientations de la politique monétaire (masse globale, taux, grands travaux), sans passer par des représentants corruptibles.
- **Monnaies libres** : La liberté laissée aux individus de créer et d'utiliser, à côté de la monnaie nationale, des systèmes d'échange basés sur la théorie relative de la monnaie (comme la June Ğ1), garantissant un "dividende universel" par la création monétaire citoyenne directe, indépendante du système bancaire centralisé.

(2) Souveraineté communale

- **Monnaie locale publique** : Chaque commune peut créer sa propre monnaie complémentaire (par la dépense publique locale) et la détruire (par les taxes locales). Cette monnaie, non convertible et réservée aux biens et services produits localement, relocalise l'économie, protège le commerce de proximité contre la prédation des multinationales et assure la résilience des territoires.

(3) Souveraineté régionale

- **Investissements régionaux** : Sur le même principe que la commune, la région émet une monnaie pour financer des infrastructures régionales (transports, lycées), favorisant les circuits courts à l'échelle d'un bassin de vie cohérent, sans dépendre du bon vouloir des marchés financiers ou de l'État central pour ses projets structurants.

(4) Souveraineté nationale

- **Monnaie publique** (monnaie locale si on la regarde sur terre depuis la lune) permettant à la puissance publique d'être **employeur en dernier ressort**. La nation est le niveau pivot. L'État national retrouve le monopole de la création de la monnaie légale (permanente) pour financer les services publics régaliens et surtout pour garantir le droit au travail. En étant capable de financer directement l'emploi de toute personne désœuvrée (les « grands chantiers »), l'État éradique le chômage, qui est aujourd'hui une construction politique (pour terroriser les salariés et les rendre obéissants) à la fois par un manque artificiel de monnaie et par une exposition insupportable à toutes les concurrences les plus déloyales au nom du « libre-échange »..

(5) Souveraineté continentale voire mondiale

- Si on respecte bien la subsidiarité (le contrôle quotidien rigoureux des représentants par leur base, de proche en proche jusqu'aux plus hauts niveaux), on peut imaginer sans crainte *une fédération mondiale des communes libres*, organisation réellement démocratique partant d'en bas et dotée d'une forme de souveraineté monétaire collective sous contrôle citoyen. **Une monnaie commune, pas unique** : inspirée du *Bancor* proposé par Keynes, cette monnaie servirait uniquement aux échanges entre nations (chambre de compensation) pour équilibrer les balances commerciales. Elle interdirait à un pays d'accumuler des excédents ou des déficits structurels, empêchant ainsi le pillage économique ou la domination impérialiste par la monnaie, tout en laissant chaque peuple maître de sa monnaie intérieure.

Conclusion

Celui qui est le souverain décide du futur. Il rend possible — ou il interdit — les utopies, la prospérité, la justice, la paix.

Le pouvoir de création monétaire donne trop de puissance pour être attribué à quelques personnes privilégiées, c'est trop dangereux pour la société (indépendamment de toute considération de personne, c'est un problème institutionnel) : ces personnes vont d'une part être corrompues par cette hyperpuissance, portées naturellement à se servir de cette puissance prioritairement pour favoriser leurs intérêts personnels au lieu de servir l'intérêt général ; et elles auront, d'autre part, par le fait d'un enrichissement insensé, le pouvoir terrifiant de corrompre profondément tous les acteurs publics au dépens du bien commun, ce qui leur permettra progressivement de racketter les sociétés humaines avec la mécanique diabolique des intérêts composés, en condamnant toute la terre aux travaux forcés à leur service. Ceci n'est pas une prévision catastrophiste, c'est le constat historique de ce qui a déjà eu lieu, c'est le bilan actuel de ce que la confiscation progressive du pouvoir monétaire par une bande mafieuse a produit depuis 300 ans.

L'activité bancaire — la souveraineté monétaire — doit être publique : elle doit être un monopole des collectivités, sous le contrôle quotidien des individus.

Étienne Chouard, 21 mars 2026

* * * * *

Lexique

- **Monnaie** : Institution sociale fondamentale, elle est le lien de confiance qui unit une communauté. Ce n'est pas une marchandise, mais un **titre de créance sur la société**, un « bon de travail » qui permet à chacun d'échanger le fruit de son activité contre les biens et services dont il a besoin. Outil de souveraineté par excellence, elle devrait être un bien public (comme une route ou un pont), géré démocratiquement pour faciliter les échanges, et non un instrument privé d'accumulation et de domination.
- **Monnaie centrale** : La seule « vraie » monnaie, celle qui a cours légal (les billets et la monnaie électronique de la Banque Centrale). Elle est la monnaie permanente, libre de dette, qui inspire la confiance ultime. Aujourd'hui, elle est scandaleusement rationnée pour le peuple (austérité) mais fournie sans limite aux banques privées pour leurs jeux spéculatifs.
- **Monnaie scripturale** : C'est aujourd'hui la « fausse monnaie » créée par les banques privées (90% de la masse monétaire actuelle). Ce ne sont que des **promesses de payer**, de simples écritures comptables créées *ex nihilo* (par un trait de plume) au moment du crédit. C'est par ce privilège exorbitant d'émettre de la monnaie scripturale que les banques ont usurpé la souveraineté monétaire des États.
- **Crédit** : Dans notre système actuel, c'est le mécanisme toxique de la création monétaire. Au lieu d'être un service public, le crédit est devenu une **location de monnaie** : la banque crée l'argent qu'elle « prête » mais exige un intérêt (le loyer) qui, lui, n'a pas été créé. Ce mécanisme de l'intérêt (l'usure) agit comme une pompe aspirante qui transfère la richesse de ceux qui travaillent vers ceux qui prêtent, obligeant la société à une croissance perpétuelle et destructrice pour survivre.
- **Souveraineté** : La liberté absolue de décider de son destin, sans avoir de comptes à rendre à une puissance supérieure (marchés financiers, Commission non élue, Banque Centrale hors contrôle, représentants abusifs, etc.). Il faut bien comprendre qu'il n'y a **pas de souveraineté politique sans souveraineté monétaire** : celui qui tient les cordons de la bourse décide de ce qui est possible ou impossible. Un peuple qui ne crée pas sa monnaie est un peuple asservi, soumis.
- **Subsidiarité** : Principe de bon sens démocratique selon lequel le pouvoir doit s'exercer à l'échelon le plus proche possible du citoyen (la commune), et ne monter à l'étage supérieur (région, nation) que si c'est strictement nécessaire. En matière monétaire, cela signifie que chaque niveau (commune, région, nation) devrait disposer de sa propre capacité de création monétaire pour financer ses besoins propres, sous contrôle citoyen direct.
- **Inflation** : Épouvantail agité par les rentiers pour justifier l'austérité budgétaire. L'inflation est surtout la baisse de la valeur de la monnaie, ce qui est une catastrophe pour celui qui vit de ses rentes (le riche), mais un moindre mal pour celui qui vit de son travail (si les salaires sont indexés, ainsi que tous les contrats). Historiquement, une inflation modérée accompagne souvent le plein emploi. Le seul remède juste à l'inflation n'est pas le chômage, mais l'**indexation** automatique des salaires et des contrats sur les prix.
- **Chômage** : Construction politique artificielle (dont le taux minimum est officiellement calculé, et appelé NAIRU) résultant d'un **manque délibéré de monnaie** dans l'économie. Le chômage de masse est une « armée de réserve » qui permet de faire pression à la baisse sur les salaires et de discipliner les travailleurs. Un État souverain qui reprend le pouvoir de création monétaire peut éradiquer le chômage du jour au lendemain en devenant « employeur en dernier ressort » (financer le travail utile ne coûte rien à la collectivité qui crée la monnaie, alors que le chômage la ruine, la désespère et l'exaspère).

Bibliographie

Parmi mes centaines de livres importants sur la monnaie, je voudrais en signaler ici quelques-uns, les plus précieux, de loin.

- **Stéphanie KELTON, LE MYTHE DU DÉFICIT, La Théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple (2021)**
<https://www.chouard.org/2023/06/16/je-vous-lis-lun-des-livres-les-plus-importants-pour-moi-le-mythe-du-deficit-de-stephanie-kelton-2021/>
- **David GRAEBER, DETTE 5000 ANS D'HISTOIRE (2011)**
- **Philippe DERUDDER, MONNAIES LOCALES COMPLÉMENTAIRES ET CITOYENNES, POURQUOI, COMMENT ? (2012)**

Quelques vidéos utiles sur la monnaie :

Étienne Chouard - les enjeux de la création monétaire, 2012 :

<https://www.youtube.com/watch?v=HDZeIVAUI4E>

Révolution monétaire : débat entre Etienne Chouard, Stéphane Laborde et Jean-Baptiste Bersac, 2014

<https://www.youtube.com/watch?v=kvjstlFaxUw>

Le peuple doit créer lui-même la monnaie dont il a besoin - Etienne Chouard sur Thinkerview, 2017

<https://www.youtube.com/watch?v=hg5VhJHout0>

Le rôle de la monnaie dans une démocratie, 2026

<https://www.youtube.com/watch?v=C9qnHn5M-Lo>

Pour creuser le sujet de la création monétaire :

<https://www.chouard.org/dossiers/creation-monetaire/>

Propositions de dispositions constitutionnelles sur la monnaie

INTENTION (cahier des charges, lignes directrices, à destination des constituants) :

Création monétaire réservée à la puissance publique

- La constitution doit définir le mot monnaie et préciser explicitement qui peut la créer et la détruire, et à quel prix : intérêts ou honoraires ou autre. La constitution doit protéger la société contre les usuriers et autres experts privilégiés de « la finance », elle doit garantir aux citoyens leur souveraineté monétaire : la création monétaire doit être un monopole de la puissance publique, sous contrôle citoyen.
- La constitution doit instrumentaliser la souveraineté populaire pour dédiaboliser les déficits publics et même *utiliser* les déséquilibres budgétaires pour garantir la prospérité du pays : budgets en déficit pour réduire le chômage ou budgets en excédent pour diminuer l'inflation.
- La constitution doit expliquer que « la dette publique » est un bien très nécessaire, qui correspond simplement à la masse de signes monétaires en circulation par le créateur de la monnaie (la puissance publique au service des citoyens) qui n'ont pas encore été détruits. La constitution doit explicitement interdire tout « service privé de la dette publique ».
- La constitution doit fixer les principales missions de l'État en matière monétaire et lui donner les moyens de ces missions : être l'employeur en dernier ressort, garantir l'indexation obligatoire de toutes les conventions sur les prix, empêcher que la monnaie ne soit traitée comme une marchandise, assurer le contrôle des changes, tenir équilibrée la balance des paiements, interdire le « libre-échange », notamment.

Une vraie démocratie doit se protéger contre tous les experts.

*Souveraineté politique et souveraineté monétaire sont indissociables, elles ont besoin l'une de l'autre.
Une constitution qui n'instituerait pas la souveraineté monétaire de la population ne ferait pas son travail.*

La « dette publique » a été conçue volontairement pour asphyxier l'État (« starve the beast », « affamer la bête », complot contre l'État avoué très officiellement par la doctrine dite « libérale »).

Retirer aux riches l'outil de chantage permanent qu'est le chômage de masse.

Retirer aux plus riches l'autre outil de chantage permanent qui est l'appauvrissement des travailleurs (masqué, mais bien réel par le jeu de l'inflation)

Retirer aux riches l'outil de chantage permanent qu'est la compétition généralisée (« concurrence libre et non faussée » y compris avec des pays esclavagistes) et l'impératif universel de « compétitivité » qui en découle directement.

ARTICLE de la constitution relatif à la monnaie :

Article II-2 : Création monétaire réservée à la puissance publique

Nous appelons monnaie les signes porteurs d'un pouvoir d'achat créés et reconnus par notre communauté politique sur notre territoire ; **la monnaie est créée par la dépense publique, ensuite elle circule de main en main pour nous permettre d'éteindre nos dettes, et enfin la monnaie est détruite au moment de la perception de l'impôt.**

Ainsi, nous instituons un État qui est LE seul CRÉATEUR de notre monnaie ; tous les autres sont des UTILISATEURS de la monnaie. Tous les utilisateurs de la monnaie doivent équilibrer leur budget, ils ne peuvent dépenser que l'argent qu'ils ont, pas davantage sauf à s'endetter. Le créateur de la monnaie, lui, n'est jamais à court de monnaie (puisque'il la crée à volonté), il n'a pas besoin d'équilibrer son budget, il doit même *utiliser* son budget (soit en déficit, soit en excédent) pour remplir sa mission qui est d'établir et de protéger la PROSPÉRITÉ du pays : selon le cas, selon la période, il doit *utiliser son déficit* (créer plus de monnaie par de nouvelles dépenses) *pour combattre le chômage ou utiliser son excédent* (détruire plus de monnaie par de nouveaux impôts) *pour combattre l'inflation.*

Il est définitivement interdit aux banques privées de créer la monnaie qu'elles prêtent, sous peine de fermeture ; elles peuvent emprunter de la monnaie (à l'État) à un taux et la prêter à un autre taux, mais pas la créer.

Un État digne de ce nom n'emprunte pas la monnaie dont le peuple a besoin, il la crée : le concept de « dette publique à rembourser à tout prix » est un crime contre l'intérêt général. **Le pouvoir de création monétaire qui est ici conféré à la puissance publique nous permet de lui confier la mission d'employeur en dernier ressort (pour rendre impossible un chômage de masse) :** grâce au pouvoir de créer la monnaie dont il a besoin, l'État peut et doit donner un travail utile à tous les chômeurs.

Une des missions fondamentales que nous confions à l'État en matière monétaire est de garantir **l'indexation générale de tous les contrats (salaires, pensions, contrats...) sur les prix.**

Une autre mission fondamentale que nous confions à l'État en matière monétaire est **d'empêcher que notre monnaie soit traitée comme une marchandise : notre monnaie est notre étalon de valeur et son cours ne doit en aucun cas être variable** en fonction des caprices de l'offre et de la demande sur un marché spéculatif.

Par ailleurs, des agents étrangers ne doivent pas pouvoir accaparer notre monnaie, notre monnaie n'est pas à vendre. **L'État est responsable du contrôle des changes, ainsi que de l'équilibre de la balance des paiements avec les pays extérieurs : le fanatisme marchand appelé « libre-échange » est déclaré inconstitutionnel ;** tous les actuels traités de libre-échange sont dénoncés et annulés.

Nous, citoyens, voulons garder la pleine maîtrise de notre monnaie sans abandonner sa gestion à des experts. Nous utiliserons les conseils des experts, mais nous voulons décider nous-mêmes de notre politique monétaire.

De cette façon, plus personne ne pourra, par traité par exemple (comme l'a fait l'art 104 du traité de Maastricht en 1992), contraindre l'État à emprunter avec charge d'intérêts la monnaie dont il a besoin pour servir le pays.

Ce qui retire aux riches l'outil de chantage permanent qu'est le chômage de masse.

L'indexation retire aux plus riches l'autre outil de chantage permanent qui est l'appauvrissement des travailleurs (masqué, mais bien réel par le jeu de l'inflation).

Le libre-échange détruit (volontairement) l'industrie d'un pays, dévaste l'équilibre de sa balance des paiements et par conséquent dévaste la valeur de sa monnaie dans les échanges internationaux. Le libre-échange est une idéologie de prédateurs, par laquelle un empire impose à ses provinces (ses colonies) de renoncer à toutes leurs protections ; cette idéologie économique nie et bafoue la souveraineté politique des provinces exploitées.

MODALITÉS du contrôle populaire de la masse monétaire en fonction du chômage et de l'inflation :

La quantité de monnaie publique permanente en circulation est fixée par le peuple lui-même : la décision **de créer ou de détruire de la monnaie** est délibérée publiquement et prise tous les ans par quatre *Chambres de contrôle populaire de la monnaie* dans quatre communes tirées au sort et dont les membres sont tirés au sort. Quand les avis des quatre Chambres convergent, la décision est prise.

Chaque commune doit créer (par la dépense) et détruire (par l'impôt) elle-même sa monnaie locale, convertible sous contrôle et réservée aux biens et services locaux.

Aucune autorité monétaire supérieure ne peut priver une commune de son droit inaliénable à gérer souverainement sa monnaie locale.

Sommaire

LA SOUVERAINETÉ MONÉTAIRE enjeu démocratique central pour les populations du monde	1
Introduction	1
A. POURQUOI se préoccuper de la souveraineté monétaire	2
1. LES ENJEUX pour la société de la souveraineté monétaire sont considérables	2
a) LA DETTE EST UN OUTIL DE DOMINATION, un outil d'asservissement, depuis la nuit des temps. LE SOUVERAIN DE LA MONNAIE NE PEUT PAS ÊTRE ENDETTÉ.....	2
b) CELUI QUI PEUT DÉCIDER CE QUI PEUT ÊTRE FINANCÉ (ET CE QUI NE PEUT PAS L'ÊTRE) DÉCIDE DE L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ : s'il n'est pas contrôlé par la société, il en sera le maître.	2
2. L'HISTOIRE des souverains monétaires est l'histoire DE LA RECHERCHE DU POUVOIR	3
a) D'abord les chefs de guerre, les vainqueurs devenus SEIGNEURS, ROIS OU EMPEREURS, veulent créer la monnaie pour exercer leur domination	3
b) Ensuite, LES BANQUIERS (les grands marchands d'argent) aspirent à créer eux aussi la monnaie pour ne plus jamais rien craindre de personne	3
c) Ensuite, LES PLUS PUISSANTS (multinationales et milliardaires) ont milité pour qu'on les autorise à créer librement leurs monnaies privées pour devenir autonomes	4
d) Dans la ligne de cette perspective historique, et pour éviter toute forme de domination, c'est logiquement que LES POPULATIONS devraient, elles aussi, aspirer à devenir le souverain monétaire.....	4
B. COMMENT la souveraineté monétaire s'exprime-t-elle concrètement.....	4
1. Les différents POUVOIRS du souverain monétaire	4
a) Le souverain monétaire est LE CRÉATEUR de la monnaie : il décide (ou pas) de CRÉER de la nouvelle monnaie .	4
b) Le souverain fixe le prix de la monnaie : L'INTÉRÊT	5
c) Le souverain monétaire décide de L'AFFECTATION de la monnaie nouvelle aux projets qu'il juge utiles	5
d) Le souverain monétaire, seul CRÉATEUR de la monnaie, décide de la DESTRUCTION de monnaie par l'impôt quand c'est nécessaire	5
e) Le souverain décide des outils de CIRCULATION (moyens de paiement) et de STOCKAGE de la monnaie (INDEXATION de tous les contrats sur les prix)	6
f) Le souverain monétaire n'a PAS BESOIN D'ÉQUILIBRER SON BUDGET : AU CONTRAIRE, IL DOIT UTILISER SON BUDGET (déficit pour réduire le chômage, ou excédent pour réduire l'inflation) pour garantir la PROSPÉRITÉ ...	6
2. Peut-on (et doit-on) PARTAGER la souveraineté monétaire ?	6
a) Le partage (actuel, tragique) de la souveraineté monétaire ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ	7
(1) La souveraineté monétaire privée des banques commerciales (bc) pour produire la monnaie scripturale (95% de la masse monétaire).....	7
(2) La souveraineté monétaire publique des Banques Centrales (BC) pour produire la monnaie centrale (5% de la masse monétaire, et même bientôt 0% quand les bc auront réussi à faire interdire le cash...)	8
b) Le partage (espéré) de la souveraineté monétaire ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'EXERCICE de l'autorité	8
(1) Souveraineté individuelle	9
(2) Souveraineté communale	9
(3) Souveraineté régionale	9
(4) Souveraineté nationale	9
(5) Souveraineté continentale voire mondiale	9
Conclusion	10
Lexique	11
Bibliographie.....	12
Propositions de dispositions constitutionnelles sur la monnaie.....	13
Sommaire.....	15